



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 6, numéro 16
Juillet-Décembre 2023
p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488
<https://doi.org/10.62912/>

LA MONDIALISATION ET LA GEOPOLITIQUE DES ETATS PUISSANTS : CAS DES RELATIONS AMERICANO-CONGOLAISES

Lambert MENDE OMALANGA

Cadre scientifique et Doctorant en Sciences Politiques et Administratives à l'Université Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa-RDC

RESUME

Cet article est une proposition d'un paradigme nouveau dans les relations américano-congolaises à l'ère de la mondialisation afin de sortir ce pays des traumatismes historiques qu'il a subis pendant la grande nuit de la traite négrière, au cœur des ténèbres de la colonisation et du néo-colonialisme, dans l'ancre féroce et cruel du néolibéralisme avec comme conséquences directes sa déshumanisation, son inhumanisation, son incapacitation, sa zombification, son décervelage collectif et son anéantissement purement et simplement. D'où la nécessité de la naissance d'une élite sortie résolument du paradigme de la défaite avec la tâche de créer le pouvoir intelligent et d'organiser une gouvernance pour le développement.

Mots-clés : mondialisation, géopolitique, relations américano-congolaises.

ABSTRACT

This paper is a proposal for a new paradigm in American-Congolese relations in the era of globalization, in order to extricate this country from the historical traumas it suffered during the great night of the slave trade, in the heart of the darkness of colonization and neo-colonialism, in the ferocious and cruel lair of neoliberalism, with its direct consequences of dehumanization, inhumanization, incapacitation, zombification, collective brainwashing and outright annihilation. Hence the need for an elite to emerge resolutely from the paradigm of defeat, with the task of creating intelligent power and organizing governance for development.

Keywords : globalization, geopolitics, American-Congolese relations.

INTRODUCTION

Les Etats-Unis d'Amérique comptaient en 1786 moins de 4 millions d'habitants. Deux siècles seulement après leur existence, ils se sont propulsés au centre de la géopolitique globale de la planète et sont reconnus de manière indubitable comme la première puissance économique et militaire mondiale. On constate que depuis ses origines, cet État relativement jeune a toujours attiré une forte immigration des quatre coins du monde, en raison de la réputation du progrès socio-économique qui s'y observait.

Pour la plupart de ces immigrants, au-delà de l'espoir de trouver du travail afin d'assurer leur propre survie quotidienne, l'attrait des Etats-Unis d'Amérique reposait également sur le prestige qu'exsudait son organisation institutionnelle. On note par ailleurs que cette tradition d'immigration s'accompagne paradoxalement par un fort sentiment national particulièrement dans le chef des nouveaux venus qui n'ont jamais fait mystère de leur sentiment de fierté d'acquérir la nationalité américaine.

La première guerre mondiale a été une grande opportunité pour l'évolution économique des Etats-Unis qui avait fourni une aide importante aux puissances européennes en guerre, particulièrement à la France et au Royaume-Uni dont ils étaient ainsi devenus les créanciers. La seconde guerre mondiale dans laquelle les Américains furent entraînés sans l'avoir voulu¹, a vu les Etats-Unis consentir un énorme effort industriel et militaire en appui aux alliés en guerre avec les forces coalisées de l'Allemagne, de l'Italie fascistes et du Japon avant de participer, avec le Plan Marshall, au financement de la reconstruction des pays dévastés de l'Europe occidentale.

Par ailleurs, la rivalité avec l'ex-URSS a donné pendant plusieurs décennies à une impressionnante course aux armements ainsi qu'au développement de certaines technologies guerrières et stratégiques ou scientifiques, comme l'information, puis l'Internet.

¹ Le président Franklin Delanoë Roosevelt n'a déclaré la guerre aux puissances de l'Axe qu'après le bombardement par le Japon de la base navale US Pearl Harbour.

Depuis la chute du mur de Berlin en 1989, le monde est passé de la bipolarité à l'unipolarité idéologique, du multilatéralisme à l'unilatéralisme idéologique. Après cet étape que Francis Fukuyama a qualifié de « fin de l'histoire », le monde s'est trouvé embarqué dans la mouvance idéologique dominante d'une naturellement pilotée par Amérique omnipotente qui a imposé sa vision au monde entier. Par la suite, après avoir dominé le monde dans la seconde partie du XXème siècle, les États-Unis aujourd'hui se trouvent confrontés à la montée en puissance d'un certain nombre de concurrents, notamment la République Populaire de Chine, ce qui rétabli la multipolarisation de la géopolitique mondiale.

Contrairement aux États-Unis d'Amérique, la République Démocratique du Congo, immense pays situé au cœur du continent africain et doté de richesses stratégiques fabuleuses, est un Etat à la recherche de son émergence depuis les années 1960 qui l'ont vu accéder à la souveraineté nationale et internationale. Qualifiée de scandale géologique tant elle est riche en ressources minières² avec une superficie de 2.345.000 Km², c'est le pays le plus étendue de l'Afrique subsaharienne et le quatrième par sa démographie avec une population de 105.044.646 habitants après le Nigéria, l'Éthiopie et l'Égypte.

La RDC a été pendant de longues années victime des pillages coloniaux et des prévarications des autorités postindépendance avant de devenir la proie des appétits hégémonistes et expansionnistes de quelques pays voisins. On peut à cet égard considérer que ce pays a été paradoxalement desservi par l'immensité de ses ressources et la grande étendue de sa superficie qui sont à la base de la multitude des défis sécuritaires auxquels ses dirigeants successifs se sont trouvés confrontés.

Les relations entre les États-Unis d'Amérique et la République Démocratique du Congo, datent de fort longtemps. On peut rappeler que c'est le gouvernement américain qui, le premier, avait reconnu l'Association Internationale du Congo (AIC) comme État souverain lors de la conférence de Berlin (1884-1885). Près de 80 ans plus tard, au moment de la crise congolaise

² On doit cette formule au géologue belge (montois) Jules Cornet.

de 1960, les États-Unis ont joué un rôle déterminant dans les efforts laborieux de la communauté internationale pour préserver l'intégrité territoriale du Congo dans ses frontières héritées de la colonisation et y rétablir l'autorité de l'État non sans chercher à ménager primordialement ses propres Intérêts Nationaux.

Pendant la guerre froide, le régime du président Mobutu avait été un allié stratégique de premier plan pour la politique étrangère des États-Unis d'Amérique consistant essentiellement à endiguer l'expansion du communisme en Afrique centrale. Néanmoins, au fil de temps les relations entre les États-Unis d'Amérique et le régime Mobutu s'étaient passablement distendues. Aux pressions des Américains en particulier et des Occidentaux en général de démocratiser les institutions politiques du pays après la chute du mur de Berlin, s'étaient ajoutées des impulsions endogènes dont le paroxysme sera atteint avec la Conférence nationale souveraine (CNS) convoquée en 1990 par un Mobutu de plus en plus affaibli.

Lorsqu'il prit conscience de la farouche détermination des 2.850 délégués à ce forum de démocratiser son régime par une forte dynamique réformiste, Mobutu s'était braqué pour essayer de récupérer le pouvoir autoritaire qu'il avait exercé sur le pays pendant plus de trois décennies. Cette posture maladroite inspirée par les faucons de la nomenklatura de la deuxième République qui entendaient ainsi contourner les résolutions de la CNS appelant à un partage « équitable et équilibrée » du pouvoir pendant une période de transition avait pavé la voie à la rébellion armée de l'Alliance des forces pour la démocratisation du Congo (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila qui donna le coup d'estocade au régime mobutiste le 16 mai 1997 après une offensive-éclair à partir de l'Est du pays³.

Tout au long de cet épisode, les États-Unis et leurs alliés avaient apporté leur soutien à la défenestration de Mobutu leur ancien allié par l'AFDL. L'influence américaine au Congo demeurerait cependant significative ainsi que le démontrent la conclusion d'une série d'accords dans le secteur minier

³ MENDE, OMALANGA L., *Aspects comminatoires des relations belgo-congolaises, paradoxe entre l'utopie de puissance et une fragilité assumée*, Éditions IRGES, Kinshasa-Genève, 2021 pp. 113-114.

(verrouillé pourtant par la loi sur le code minier de 2017). Cela nécessite une analyse minutieuse pour chercher à comprendre les tenants et aboutissants de la tendance des Etats-Unis d'Amérique à renouveler leur engagement en République Démocratique du Congo et vice versa.

Cette analyse sera abordée en deux sections portant respectivement sur : les considérations générales sur la géopolitique des puissances mondiales et le contenu de la relation politico-diplomatique entre le gouvernement américain et le gouvernement congolais.

I. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA GEOPOLITIQUE DES PUISSANCES MONDIALES

Depuis le début du XXI^{ème} siècle, la configuration géopolitique du monde évolue en fonction de nouvelles données et particulièrement de la mondialisation, du terrorisme, des catastrophes naturelles, etc. Ainsi chaque État cherche à répondre au rendez-vous de la mondialisation, à lutter ou à relever le défi du terrorisme et à prévenir les conséquences des catastrophes. En outre, dans la quête du maintien de puissance, les États ne ménagent aucun effort pour sortir de leurs carapaces pour aller chercher les matières premières loin de leurs frontières. En d'autres termes, la géopolitique des puissances mondiales consiste essentiellement en la recherche des minerais et des richesses pouvant leur permettre de faire fonctionner les entreprises de leurs Etats respectifs et ainsi faire faire aux autres Etats ce qu'ils n'auraient pas dû faire sans l'influence de leur diktat.

C'est dans cette dynamique que les sociétés multinationales, les Organisations non gouvernementales, ainsi que d'autres acteurs entrent en jeu dans ces manœuvres en faveur des puissances mondiales. Les Etats puissants sont nombreux et présentent ces évolutions très variées. Mais à ce jour, le plus puissant d'entre les puissants reste à maints égards les Etats-Unis d'Amérique qui, depuis la fin de deuxième guerre mondiale et surtout depuis la chute du mur de Berlin, mérite plus que jamais le titre d'hyperpuissance⁴. Ce pays dont

⁴ Ce terme a été utilisé pour la première fois par Hubert Védérine (Homme d'Etat français) pour démontrer que les Etats-Unis d'Amérique sont de loin une première puissance mondiale,

l'histoire récente des relations avec la République Démocratique du Congo met en lumière une forte tendance à vouloir s'ingérer aussi bien positivement que négativement dans la conduite des affaires congolaises.

I. 1. La géopolitique des Etats-Unis d'Amérique

La mondialisation, grâce à la libéralisation des circuits financiers et à l'internet, permet une circulation rapide des capitaux vers des lieux où les profits anticipés sont les plus importants, et notamment vers les Etats-Unis qui sont, bon an, mal an, le centre du système économique et financier mondial. Cela n'est guère étonnant lorsqu'on tient compte du Produit intérieur brut de ce pays qui dépasse, en 2011, 1.500 milliards de dollars (soit plus de 30% du PIB mondial) et une population de plus de 300 millions d'habitants (près de 5% de la population mondiale)⁵.

Aujourd'hui, les pays à hauts revenus conservent un rôle moteur dans la mondialisation. Ils ont réalisé au milieu de la décennie 2000-2010, 75% des exportations mondiales, et 80% des échanges de services. Ils ont également effectué plus de 80% des investissements directs étrangers (IDE) qui sont généralement des placements croisés entre pays à hauts revenus.

Par ailleurs, avec la transnationalisation qui consacre l'essor des firmes multinationales, les États fortement industrialisés opèrent à travers leurs sociétés multinationales qui créent et garantissent la richesse des États d'où elles proviennent. Aujourd'hui, il est prouvé que les échanges mondiaux ou internationaux entre les firmes transnationales représentent le tiers du commerce international, soit 92% des échanges mondiaux sont effectués exclusivement entre les firmes transnationales. Ainsi donc, parmi les dix premières sociétés multinationales dans le monde, on compte cinq et il s'agit naturellement de sociétés américaines : (General Motors, Electric, Ford, Exxon IBM et Mobil).⁶

comparativement à d'autres Etats puissants se trouvant en Europe. Ce fut au sortir de la guerre froide au début de la décennie 1990.

⁵ MAKOLY D., *La mondialisation : l'apanage des Etats-Unis d'Amérique*, Actualité, Toulouse, 2005, p. 189.

⁶ LUNKAMBA S., *Sociétés multinationales*, Notes de Cours inédites, UPN, Kinshasa, 2023.

Paradoxalement, les Etats-Unis sont très endettés car, depuis des décennies, ils importent beaucoup plus qu'ils n'exportent, et les dépenses du gouvernement fédéral, notamment pour des raisons militaires, sont supérieures au montant des impôts qu'il perçoit. Celui-ci doit donc emprunter à l'étranger des sommes considérables pour maintenir la valeur du dollar. Or, c'est la Chine, deuxième puissance économique mondiale, et le Japon (la troisième), qui prêtent aux Etats-Unis d'Amérique une grande partie des sommes dont ils ont besoin pour payer leurs importations et soutenir leur monnaie. Car, si la valeur du dollar venait à s'effondrer, cela serait fortement préjudiciable aux pays asiatiques qui, du fait de l'importance de leurs exportations vers les Etats-Unis d'Amérique, ont de grosses réserves de monnaie américaine. La Chine détiendrait à elle seule, plus de 1.000 milliards de dollars en bons du trésor américain.

Fait paradoxal de la mondialisation, les Etats-Unis qui sont très endettés sont hissés au cœur du fonctionnement du système monétaire mondial. Il importe d'expliquer ce paradoxe et détricoter le processus qui a permis que ce pays qui, en l'an 1786 ne comptait que moins de 4 millions d'habitants soit devenu la première puissance économique mondiale et le centre du système global.

On doit cet essor des Etats-Unis d'Amérique à un afflux important des capitaux européens (surtout anglais) et d'immigrants de jeunes adultes dynamiques qui ont eu l'audace de quitter leur pays pour aller s'installer sur le territoire américain. Pendant les deux guerres mondiales, les Etats-Unis ont joué un rôle aussi important. La première guerre mondiale fut aussi une grande opportunité pour l'évolution économique des Etats-Unis : en fournissant alors à l'Europe en guerre et en prêtant des sommes considérables à la France et au Royaume-Uni. Ils en sont devenus les créanciers, alors que, la veille du conflit, ils étaient les débiteurs des banques britanniques et que les profits du développement américain auraient dû enrichir les banques londoniennes.

Signalons en outre qu'en dehors de l'immigration légale, en moyenne 675.000 personnes par an, s'ajoute celle des clandestins, au nombre d'un million par an. Depuis l'attaque terroriste du 11 Septembre 2001 et le

renforcement subséquent du contrôle des personnes qui viennent aux Etats-Unis, le gouvernement américain, pour empêcher l'immigration illégale, a décidé la construction d'un mur équipé de caméra de surveillance sur 1.200 Km de la frontière avec le Mexique. Cette politique a provoqué une grande indignation dans toute l'Amérique latine, surtout au Mexique.

I. 2. La relation entre les Etats-Unis d'Amérique et le monde musulman

L'image des Etats-Unis d'Amérique dans l'opinion musulmane est devenue celle d'une puissance « judéo-chrétienne » n'ayant d'autre dessein que détruire l'Islam. Les relations des Etats-Unis avec le monde musulman ont longtemps été bien meilleures que celles de la Grande-Bretagne et de la France, accusées de colonialisme. Après la première guerre mondiale, ce fut avec l'Irak, que les Américains entrèrent d'abord en contact lors du partage du capital de la compagnie pétrolière qu'avaient créée les Allemands et les Turcs. A partir de l'Irak, les compagnies américaines s'intéressèrent à des prospections en Arabie Saoudite. C'est alors qu'elles eurent la chance de tomber sur un énorme gisement pétrolier près de la côte du golfe Persique. En 1945, sur un navire de guerre américain, le Président Roosevelt avait rencontré le Roi Ibn Saoud d'Arabie pour conclure un accord d'alliance : le royaume n'accorderait de concession pétrolière qu'aux compagnies américaines constituant l'Aramco (Arabian American Oil Company), tandis que les Etats-Unis assureraient la défense de l'Arabie Saoudite⁷.

Outre les Saoudiens, les Etats-Unis d'Amérique entretenaient, également de bonnes relations avec l'Iran. Ils le soutenaient, au grand dam des Anglais, et nouèrent avec le Shah Mohammad Reza Pahlavi un accord de défense contre l'URSS (dont les visées sur l'Iran avaient été évidentes en 1945). Mais, avec la révolution Iranienne de 1979, suivie peu après de la prise des otages à l'ambassade américaine de Téhéran, les relations irano-américaines se détériorèrent jusqu'à ce jour. Cette situation va s'intensifier, une fois de plus, pendant la guerre Iran-Irak, l'invasion du Koweït par l'Irak (en 1990-1991). Et la configuration géopolitique était celle de la guerre froide qui balançait les forces de deux superpuissances.

⁷ COMPAGNIE P., *Les Etats-Unis dans le monde Arabo-musulman*, Odile Jacob, Paris, 2006, p. 70.

Les musulmans exigent toujours que tous les changements soient conformes à de strictes règles islamistes, telles qu'elles sont formulées dans le Coran. Ils ont commencé à combattre les Européens en 1920, lorsque les Anglais ont laissé s'installer en Palestine des Juifs venus d'Europe. Ainsi, depuis la création de l'Etat d'Israël en 1948, les Frères musulmans n'ont cessé de dénoncer le soutien des occidentaux aux Israéliens (surtout les Etats-Unis d'Amérique). Plusieurs raisons justifient le comportement de méfiance ou le sentiment de frustration éprouvé par les islamistes vis-à-vis de l'Occident en général et des Etats-Unis en particulier : la reconnaissance de l'identité Arabo-musulmane ; le respect des valeurs islamiques ; et l'occupation du territoire palestinien par les juifs, qui aujourd'hui, en font l'objet d'une civilisation.

Cependant, le soutien inconditionnel apporté depuis des décennies à Israël par les Occidentaux a eu pour effet de dresser contre eux l'opinion des pays musulmans. Cette hostilité a redoublé depuis les guerres d'Irak et d'Afghanistan. Les messages, sous forme des slogans, diffusés par les médias, à tort ou à raison, sur l'impérialisme Américain, ont caractérisé l'évolution géopolitique du Moyen-Orient ces dernières années car ils ont favorisé la diffusion à profusion des accusations des groupes islamistes contre le monde occidental. Ces plaintes ont souvent débouché sur des actes de terrorisme très difficile à déjouer, puisque ses acteurs, par fureur politique et fanatisme religieux, n'hésitent pas à se suicider délibérément pour être sûr d'anéantir leurs victimes. C'est un des effets des mouvements islamistes extrémistes qui, depuis une vingtaine d'années cherchent à s'imposer à un certain nombre de musulmans.

Depuis les attentats du 11 Septembre 2001 à New York et à Washington DC, les Etats-Unis d'Amérique se sentent menacés. Ces actes ont marqué pour la population américaine, un changement géopolitique considérable, car elle s'est rendue compte que la formidable puissance de l'armée américaine n'était pas capable de le protéger contre de graves agressions d'un type nouveau lancées de l'extérieur. Ces mouvements tout à la fois politique et religieux ont décidé de mener une lutte violente contre la domination intellectuelle et scientifique de « l'Occident » entendu non seulement au sens des Etats-Unis d'Amérique, mais aussi l'Europe.

Il est à noter par ailleurs que la géopolitique des Etats-Unis d'Amérique est très complexe du fait de la diversité de la population, et de l'influence de leur politique dans le monde.

En Afrique, par exemple, les Etats-Unis d'Amérique ont toujours été réticents à l'idée de laisser les européens s'accaparer de ce continent comme ce fut le cas lors de la période coloniale. Certes, les anciennes métropoles veulent faire prévaloir la primauté de leurs relations avec les Africains mais les Etats-Unis misent sur leur suprématie sur la scène mondiale pour avoir la main mise même dans la politique interne des nouvelles entités étatiques nées avec le mouvement de l'indépendance.

La renaissance africaine à laquelle on assiste depuis la redéfinition de l'ordre mondial au XXI^{ème} siècle crée une nouvelle dynamique qui pourrait pousser les Américains à s'aligner sur la nouvelle politique insufflée par la Chine et la Russie dans les Etats en voie de développement.

I. 3. Le réalisme comme théorie de domination américaine

La théorie réaliste reste l'axe explicatif majeur sinon la matrice disciplinaire des relations internationales et de la politique étrangère américaine. Elle est définie, dans *Le Prince* de Nicolas Machiavel, comme un ensemble d'actions et de décisions intentionnelles entreprises par le dirigeant de l'Etat en vue de maximiser les objectifs qui doivent lui permettre de répondre aux besoins de ce dernier dans un environnement contraignant. Henry Kissinger qui a pratiqué cette théorie dans la conduite des relations extérieures des Etats-Unis dans les années 1970 estime que «la valeur d'un homme tient à son talent à évaluer la relation exacte des forces et à savoir se servir cette évaluation aux fins qu'il s'est assignées »⁸. Autrement dit, pour ce brillant diplomate américain, politologue et consultant en géopolitique, le monde doit être abordé tel qu'il est et non tel que l'on souhaite qu'il soit.

Selon les théoriciens du réalisme, la politique étrangère, c'est tout d'abord, la politique étrangère du « Prince », président de la République, chef de l'Etat, pouvoir exécutif ou gouvernement. Cette acception considère

⁸ NGOIE E., *Politique étrangère des grandes puissances*. Éditions Lapidus, Kinshasa, 2021. p.73.

l'homme d'État comme un acteur rationnel qui, confronté à une situation internationale donnée, compte tenu des objectifs à atteindre et au regard des préférences qui sont les siennes, doit toujours faire passer l'intérêt de la puissance au service de laquelle il se trouve avant celui de toute autre entité. Toute tentative d'explication d'une politique étrangère devrait donc, selon Hans Joachim Morgenthau être abordée à partir du point de vue de l'homme d'État qui doit faire face à un certain problème y relatif et au regard de toutes les alternatives rationnelles parmi lesquelles il aura à opérer un choix. Dans ces conditions, les objectifs que poursuit un chef de l'État ne peuvent s'évaluer que sur pied de l'intérêt national défini en termes de puissance. On se rend de la sorte compte qu'en définitive, la politique internationale est une lutte pour la puissance et que les États rivaux sont des souverainetés concurrentes⁹.

I. 4. Le libéralisme comme alternative à la politique étrangère américaine

L'approche libérale est la principale théorie concurrente du réalisme. Sans qu'elle ne soit homogène, elle exerce une forte influence sur l'étude des relations internationales et a donné lieu à des concepts, voire des méthodes d'actions politiques qui devraient être prises en compte en matière de recherche pour la paix. La théorie libérale repose sur les thématiques de promotion des libertés individuelles, de la paix, de la justice, du compromis, de la modération et de la coopération internationale. Elle repose sur la possibilité de concilier l'ordre, la paix et la justice et de mettre fin à l'égoïsme des États afin de promouvoir la paix¹⁰.

En d'autres termes, la théorie libérale est une invitation à réfléchir sur ce qui devrait être, un idéal, au lieu de se contenter, comme le font les adeptes du réalisme, de prendre acte de ce qui est. En d'autres mots, les réalistes se vouent à une certaine moralisation des relations internationales. Le grand philosophe néerlandais Érasme que l'on peut considérer comme le père du courant réaliste disait que la guerre ne paye pas et que « les Etats peuvent

⁹ *Ibidem*, p. 74.

¹⁰ *Ibidem*, p. 81.

entretenir des relations pacifiques, par effet de réciprocité, en se comportant aimablement avec leurs voisins »¹¹.

A cet égard, la théorie libérale est une négation de l'idée selon laquelle, il existe une incompatibilité entre l'ordre interne dépourvue de violence et l'ordre international anarchique.

Il existe trois principaux courants du libéralisme :

- Le libéralisme républicain, en vertu duquel c'est la nature du régime politique qui détermine le comportement international des États oscillant entre la guerre ou la coopération ;
- Le libéralisme commercial, qui, au travers de la coopération (Adam Smith), fait converger les intérêts des États avec ceux de la communauté internationale ;
- Le libéralisme institutionnel, qui considère les institutions internationales comme dotées d'un pouvoir de stabilisation, de consolidation et d'institutionnalisation de la coopération entre les États jusqu'à la rendre, dans les cas les plus avancés, comme l'Union Européenne irréversible (David Migrant, Joseph Nye...etc.).

C'est d'ailleurs sur ce dernier courant qu'il faudrait asseoir la coopération entre les États-Unis d'Amérique et la RDC. En effet, chaque État étant souverain, il appartient aux partenaires de privilégier le principe gagnant-gagnant en lieu et place des relations déséquilibrées que l'on constate trop souvent. Ce n'est que dans un tel contexte que les suspicions peuvent être mises de côté par les deux partenaires.

II. CONTENU DE LA RELATION POLITICO-DIPLOMATIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT AMERICAIN ET LE GOUVERNEMENT CONGOLAIS

L'étude des relations entre les États-Unis d'Amérique et la République démocratique du Congo (RDC) mérite d'être correctement contextualisée. En effet, rappelons que c'étaient les Américains qui, les premiers, ont procédé le 22 Avril 1884 à la reconnaissance de l'Association Internationale du Congo

¹¹ ERASME, *œuvres choisies*, Paris, poche, 1991.

(A.I.C) comme un nouvel Etat, dit Etat indépendant du Congo (EIC), acte qui récompensait les persévérants efforts de Léopold II visant à la création d'un domaine politico-économique en Afrique Centrale¹². L'une des personnalités à avoir accordé toute sa confiance au Roi Léopold II fut l'ambassadeur des Etats-Unis à Bruxelles de 1861 à 1869, Henry Shelton Sanford (1823-1901). Ayant pris part à la « Conférence de géographie de Bruxelles » de 1876 comme délégué du gouvernement américain, Henry Sanford avait activement œuvré pour la réalisation du projet de constitution de l'Etat congolais par le roi Léopold II¹³.

Il estimait de la plus haute importance de parvenir à une conciliation féconde entre les intérêts des Etats-Unis et ceux, personnels, du monarque belge et avait déclaré à ce sujet que « la question du Congo est l'une des questions qui intéressent vraiment le gouvernement de l'Amérique ».¹⁴ Envoyé en mission à Washington par Léopold II en 1883, il y avait Henry mené un intense lobbying au Sénat américain, auprès du Département d'Etat, à la Chambre de Commerce de New-York ainsi qu'auprès de plusieurs autres milieux influents de ce pays. C'est grâce à ce lobbying que le Sénat des Etats-Unis vota la Résolution du 10 avril 1884 invitant le président américain Chester Alan Arthur (1829-1886) à reconnaître l'Association Indépendante du Congo (AIC) comme étant l'Etat indépendant du Congo (EIC)¹⁵.

Il est incontestable que cet acte législatif du Sénat américain a eu un impact capital sur la suite des événements parce que lors de la Conférence de Berlin sur le bassin du Congo qui se tint en 1884 et 1885, les Etats-Unis apportèrent leur appui aux efforts de Léopold II en faveur de la création de l'Etat Indépendant du Congo (26 février 1885) soumis au régime de porte ouverte impliquant la liberté de commerce, de navigation et la non-discrimination économique¹⁶.

¹² EKAMBO J. C., *Histoire du Congo dans la presse : Des origines à l'indépendance*, L'Harmattan, Paris, 2013, p. 27.

¹³ *Ibidem*, p. 28.

¹⁴ CORNEVIN R., *Histoire du Zaïre des origines à nos jours*, Hachez, Bruxelles, 1989, p. 159.

¹⁵ EKAMBO J. C., *Op. cit*, p. 29.

¹⁶ NYS E., *L'Etat indépendant du Congo en droit international*, Castagne, Bruxelles, 1903.

II. 1. Le gouvernement américain face à la crise congolaise de 1960

Deux administrations américaines ont eu à traiter le dossier relatif à la crise du Congo consécutive à l'accession de ce pays à la souveraineté nationale et internationale le 30 juin 1960 : l'administration du président Dwight D. Eisenhower et celle de son successeur John Fitzgerald Kennedy.

II. 1. 1. L'Administration Eisenhower

Ce qu'on peut retenir de l'implication de l'administration Eisenhower au Congo est que ce 34^{ème} président des Etats-Unis et ses officiels avaient apporté un soutien sans réserve à la politique de la Belgique dans son ancienne colonie. Ancien commandant des forces alliées occidentales pendant l'offensive contre l'Allemagne nazie qui mit fin à la deuxième guerre mondiale, le président Eisenhower, qui devint président des Etats-Unis entre le 20 janvier 1953 et le 20 janvier 1961 avait peut-être une sensibilité particulière à l'égard des pays européens au secours desquels qu'il avait conduit à la victoire contre le fascisme hitlérien. C'était le début de la guerre froide Est-Ouest et on retrouve à travers sa politique une volonté de soutenir l'effort de reconstruction de l'Europe dévastée par la guerre et de la mettre à l'abri des pressions et sollicitations de la puissance rivale qu'était l'Union soviétique.

Le Plan Marshall ou *European Recovery Program* (ERP) avait été élaboré à cette fin en 1947 et adopté par une loi américaine en 1948 pour aider la reconstruction de l'Europe après la seconde Guerre mondiale. Dans ce cadre, un accord de coopération avait été signé entre l'Amérique et la Belgique. En voici un extrait : « Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique s'engage à assister la Belgique, en fournissant... une assistance telle que sollicitée par cette dernière et approuvée par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique... Le gouvernement de Belgique facilitera le transfert vers les Etats-Unis d'Amérique, pour stockage et autres objectifs, les matières en provenance de Belgique dont les Etats-Unis d'Amérique ont besoin suite aux déficiences potentielles dans ses propres ressources... »¹⁷.

¹⁷ GEORGES M., *la coopération entre le Congo et les pays capitalistes : un dilemme pour les présidents congolais 1908-2008*, L'Harmattan, Paris, 2010, p. 102.

Détail important : l'article XI de cet accord stipule que par la Belgique il faut entendre la Belgique avec les territoires dépendants sous son administration y compris le Congo Belge et les territoires du Rwanda-Urundi. En d'autres termes, la Belgique s'était engagée à faciliter le transfert des matières premières congolaises vers les Etats-Unis en compensation de l'aide qu'elle allait obtenir des Etats-Unis pour sa contribution. De toute évidence, c'est cette coopération qui existait entre les deux pays, les Etats-Unis d'Amérique et la Belgique qui peut expliquer l'attitude de l'administration Eisenhower dans la crise congolaise.

Patrice-Emery Lumumba, père de l'indépendance congolaise et leader de la majorité parlementaire issue des premières élections générales du Congo indépendant effectua sa première sortie à l'étranger aux Etats-Unis et au Canada. Il s'était rendu à New-York à cause de la guerre qui venait d'éclater au Congo.

Mais l'image très négative de Lumumba, discrédité par des influenceurs belges que les capitalistes, avait contrarié toute perspective d'une coopération harmonieuse entre son gouvernement Lumumba et les pays capitalistes. Pourtant, au cours de sa conférence de presse du 25 juillet 1960, à New York, le 1^{er} ministre Lumumba a été très respectueux envers les Etats-Unis, à la question lui posée sur sa visite aux Etats-Unis d'Amérique, il avait répondu : « Je suis aux Etats-Unis tout d'abord pour prendre contact avec le Secrétaire général des Nations Unies et demander son appui pour que les troupes belges quittent immédiatement notre pays, puis ensuite j'irai également à Washington pour aller présenter mes hommages au président Eisenhower et le remercier des efforts que le peuple américain n'a cessé de prodiguer pour le progrès de l'Afrique... »¹⁸

Mais la complicité entre la Belgique et l'administration Eisenhower basée sur les affaires et des intérêts économiques très imbriquées rendait les Américains sourds à l'appel au secours de Lumumba. La sécession katangaise que l'administration Eisenhower et ses alliés belges tenaient à voir prospérer

¹⁸ *Ibidem*, p. 103.

n'était pas perçu à Washington comme une évolution dramatique de la situation congolaise.

Par ailleurs le Secrétaire général des Nations-Unies, le Suédois Dag Hammarskjöld ne pouvait pas se permettre de se brouiller au sujet de la crise congolaise avec le gouvernement des Etats-Unis dont on avait entendu le représentant américain à la cérémonie de l'indépendance du Congo, Robert Murphy, qualifier Lumumba de « nouveau démagogue ». Pour sa part, Clare Timberlake, l'ambassadeur américain à Léopoldville, disait à qui voulait l'entendre que Lumumba était « sans scrupule et quelqu'un en qui on ne pouvait pas faire confiance » tandis que le président Eisenhower lui-même écrira dans ses mémoires que Lumumba était « un homme radical et instable ». Ces attitudes reflétaient ce que les Belges pensaient de Lumumba.

Les détails sur l'assassinat de Patrice-Emery Lumumba ont été protégés pendant longtemps par les pays occidentaux mais il y a quelques années, ce n'est plus un secret car même le gouvernement belge a reconnu la responsabilité « morale » de responsables du royaume dans la mort du 1^{er} ministre Lumumba. La participation de la CIA a aussi été mentionnée.

II. 1. 2. Administration Kennedy

Patrice-Emery Lumumba a été assassiné le 17 Janvier 1961, exactement trois jours avant qu'une autre administration prenne le pouvoir aux Etats-Unis. L'administration Kennedy changera la politique américaine face à la crise congolaise et les conflits d'affaires seront bien ressortis. L'administration Kennedy s'est démarquée de la politique belge au Congo. Il faut donc signaler que sous le mandat du président John Kennedy, deux camps se forment dans les pays capitalistes face à la crise congolaise: le camp des néocolonialistes et celui des anticolonialistes¹⁹.

Cinq figures émergent dans le groupe dit des néocolonialistes qui opposa une résistance farouche à la politique de l'administration Kennedy. Il s'agit de : (i) la Société Générale de Belgique et sa filiale l'Union Minière du Haut Katanga (UMHK), (ii) le gouvernement Britannique (qui avait défendu la

¹⁹ *Ibidem*, p. 105.

sécession Katangaise par des *covert actions*), (iii) le gouvernement Français, qui s'efforça de saborder l'action des Nations Unies contre la sécession de la province du Katanga, (iv) l'Afrique du Sud et (v) le Portugal. Ces deux derniers pays ont également apporté un soutien à la sécession katangaise pour des raisons géostratégiques car ils étaient sous la coupe de suprématistes blancs²⁰.

Tous ces groupes néocolonialistes, partageaient des intérêts économiques qu'ils tenaient à défendre. On voit aussi cette influence du monde des affaires dans les prises de positions politiques. C'est dans ce contexte d'antagonisme d'affaires que l'administration Kennedy a travaillé pour résoudre la crise congolaise.

Ces intérêts divergents sont entrés en collision avec l'administration Kennedy qui tentait laborieusement de trouver une solution à la crise congolaise. Kennedy incarnait le camp des anticolonialistes dans lequel trois autres figures se sont illustrés. Il s'agit de la compagnie *The Liberian-American Swedish Minerals Company* (LAMCO), du milliardaire belgo-américain Maurice Tempelsman et de la famille Rockefeller. Ce que l'on peut résumer dans le camp des anticolonialistes, est que ces trois groupes dans le monde des affaires, partageaient les mêmes intérêts au Congo, à savoir : réduire la prépotence illégitime des Belges au Congo et pouvoir y pénétrer eux-mêmes. Ils ont donc soutenu la politique anti coloniale de l'administration Kennedy au Congo. Cette politique s'est articulée notamment autour de la fin de la sécession katangaise, proclamée à l'instigation de la Belgique le 11 juillet 1960, mais aussi du régime fasciste instauré par Mobutu, de l'amélioration de l'image du gouvernement congolais, mais aussi la fin du régime gauchiste du lumumbiste Antoine Gizenga qui s'était installé à Kisangani.

Le président Kennedy avait désigné une commission comprenant plusieurs agences en vue de lui faire des propositions sur la politique des Etats-Unis et celle des Nations Unies au Congo. Cette commission a recommandé que les Nations Unies soient autorisées à utiliser la force pour rétablir l'intégrité territoriale et l'autorité de l'État au Congo, chose faite le 14 janvier 1963 qui vit

²⁰ *Ibidem*, p. 107.

la République Démocratique du Congo être rétablie dans ses frontières héritées de la colonisation.

II. 2. Le Gouvernement Américain sous le régime Mobutu

Il est important de rappeler que les Etats-Unis avaient poursuivi leur coopération avec la République Démocratique du Congo quelque temps après l'indépendance proclamée par le roi des Belges Baudouin 1^{er} le 30 juin 1960. L'aide économique et militaire constitue les deux axes principaux de cette assistance américaine qui selon nombre de géo politologues, n'est pas dénuée de conditionnalités²¹.

II. 2. 1. Assistance militaire américaine au Zaïre

L'aide militaire américaine au Zaïre était le mécanisme principal à travers lequel le Zaïre obtenait du matériel et des équipements pour ses forces de défense et de sécurité. Le président Mobutu, dont le souci principal était d'avoir à sa disposition une armée opérationnelle et efficace. Il avait reçu suffisamment de fonds pour payer les soldats qui lui étaient fidèles.

Aux premiers jours de l'indépendance, il n'y avait au Congo que deux pourvoyeurs de l'aide militaire : les Etats-Unis ou les Nations Unies. Le Président John F. Kennedy avait accordé une allocation de 4 millions de dollars d'aide militaire au Congo, en dehors de ce qui pouvait provenir de l'Organisation des Nations-Unies²². Après la visite aux Etats-Unis de Mobutu le 31 mai 1963, l'assistance militaire américaine a pris une autre forme. Quelques semaines après cette visite, le 24 juin et le 19 juillet 1963, un accord de défense avait été signé à Léopoldville aux termes duquel les Etats-Unis allaient fournir des équipements et du matériel militaire ainsi que divers services en vue d'assurer la sécurité et l'indépendance du Congo²³.

Depuis lors, l'aide militaire américaine au Zaïre avait été octroyée au Zaïre à travers trois mécanismes : (i) le Programme d'Assistance Militaire (MAP) qui accordait des dons pour l'achat des armes américaines, (ii) le Programme

²¹ *Ibidem*, p. 155.

²² *Ibidem*, p. 144

²³ *Ibidem*, p. 146.

International de Formation et d'Education Militaire (IMET) qui assurait la formation militaire aux Forces Armées zaïroises et (iii) le Programme des Ventes Militaires à l'Etranger (FMS) qui accordait des prêts et des dons au Gouvernement zaïrois pour l'achat des armes et assurer la formation à des militaires zaïrois aux Etats-Unis.

Il convient de garder à l'esprit que l'aide militaire américaine au Zaïre était essentiellement dominée par le besoin américain d'endiguer et de contenir l'expansion communiste en Afrique et au Zaïre (containment). L'anticommunisme était à cet égard l'unique condition pour bénéficier de cette assistance. Il est indéniable que c'est cet anticommunisme a été pendant la quasi-totalité du règne de Mobutu la pierre angulaire de la coopération entre les Etats-Unis et le Zaïre²⁴.

De ce fait, le régime Mobutu a constitué un pilier non négligeable de la politique étrangère des Etats-Unis. Le 14 septembre 1960, après son premier coup d'état, la première action que l'alors colonel Joseph Mobutu avait entreprise fut d'ordonner l'expulsion des ambassades des pays communistes (Union Soviétique et Tchécoslovaquie) du Congo. On aura noté également que pendant les 32 ans de la présidence de Mobutu, les échanges diplomatiques entre le Zaïre et l'ex-Union soviétique furent extrêmement tenus voire à certains égards tendus.

A plusieurs reprises, cette relation houleuse a été illustrée par l'attitude d'hostilité ouverte affichée par le président Mobutu à l'égard des diplomates soviétiques et ceux de l'Europe de l'Est, qui furent souvent accusés de complicité dans diverses actions de déstabilisation réelle ou supposée des institutions étatiques en place, spécialement à Kinshasa. En 1970 le président Mobutu, au faîte d'un pouvoir sans partage, avait expulsé sans ménagements quatre diplomates soviétiques et a déclaré vingt officiels soviétiques « *personae non grata* ». Pas étonnant qu'en 32 ans d'existence de son régime, Moscou ait été l'une des rares grandes capitales du monde à n'avoir jamais reçu la visite du chef de l'État zaïrois.

²⁴ *Ibidem*, pp. 157-158.

L'anticommunisme quasi-viscéral du président Mobutu et de son régime totalement inféodé à la politique étrangère américaine a été en outre démontré de manière symptomatique à la faveur de ses prises de positions et votes aux Nations Unies.

Il n'est pas exagéré d'affirmer que la restauration de l'ordre au Congo grâce à l'administration du président démocrate John F. Kennedy a influencé cette inclinaison de la politique étrangère congolaise en faveur des Etats-Unis, ainsi que l'on peut s'en rendre compte par analyse des votes du régime Mobutu aux 41^{ème}, 42^{ème} et 43^{ème} Assemblées générales des Nations-Unies.

II. 2. 2. Assistance économique américaine au Zaïre

L'assistance économique américaine au Zaïre était prodiguée via les Programmes d'importation de produits, les Programmes de l'USAID, et les souscriptions aux Programmes de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International²⁵. Quatre principales catégories de conditions économiques les caractérisent.

D'abord, les échanges entre les Etats-Unis et le Congo devaient contribuer à protéger les marchés des produits *made in USA*. Le gouvernement du Zaïre s'engageait à ne pas revendre ou transférer ses produits acquis aux Etats-Unis vers d'autres pays et particulièrement vers des pays ou entités hostiles à cette puissance. Ensuite, ces transactions devaient promouvoir le fonctionnement des entrepreneurs privés et l'expansion de la demande du marché pour ces produits.

Pour l'USAID, les importations américaines au Zaïre constituaient un mécanisme pour alléger les étranglements dans le secteur privé du pays. L'USAID note qu'en libérant les échanges extérieurs pour d'autres importations essentielles, ces programmes avaient un impact positif sur les firmes locales. Selon l'USAID, les industries textiles opéraient presque en pleine capacité grâce au coton zaïrois²⁶. L'analyse des conditionnalités des interventions de l'USAID révèle que les pays récipiendaires de cette aide publique américaine devaient tout s'engager à consolider le libéralisme économique, étant donné que la

²⁵ *Ibidem*, p. 115.

²⁶ *Ibidem*, p. 217.

nationalisation ou l'expropriation de la propriété privée était contraire aux fondamentaux de la politique des Etats-Unis.

II. 3. La coopération américano-congolaise sous Laurent Désiré Kabila

L'évocation de la coopération entre le gouvernement américain et le régime du troisième chef d'Etat de la RDC, Laurent Désiré Kabila ne peut faire l'économie du désamour qui s'installa entre ces deux protagonistes après des relations de sympathie manifestées pendant la guerre éclair qui mit fin au régime de la deuxième République de Mobutu. Le séculocrate mobutiste Honoré Ngbanda parle à ce sujet de la naïveté et de l'aveuglement dont aurait fait preuve L-D. Kabila en acceptant de signer avec les Américains des accords économiques et financiers d'une part avec les Américains leur cédant l'exploitation des gisements miniers importants au Katanga, et des accords politiques d'autre part qui aurait consisté à « céder une partie du territoire national au Rwanda et à l'Ouganda ».

Sans documenter cette assertion cet accord entre un Etat avec un autre Etat au profit d'une troisième entité non partie à l'engagement, N'Gbanda en conclut que « Laurent Désiré Kabila ne semblait pas se rendre compte qu'il tombait dans un piège sans issue »²⁷. Les mêmes alliés qui l'avaient porté au pouvoir pour remplacer Mobutu, non pas dans le but d'améliorer la gestion calamiteuse qui avait caractérisé son pouvoir et qui constituait la cause apparente qu'ils évoquaient tous pour le chasser, mais pour instaurer un nouvel ordre économique au Zaïre et dans la région.

Lorsque Laurent-Désiré Kabila avait certes bénéficié du soutien des gouvernements rwandais et ougandais pour défenestrer le président Mobutu mais après la prise de possession des fonctions de président de la République Démocratique du Congo à Kinshasa, mais, réagissant à la pression du peuple congolais qui l'accusait d'avoir « vendu le pays aux étrangers » en laissant les éléments des forces expéditionnaires de Kigali et de Kampala piller les ressources publiques et privées du Congo, il avait remis en cause les

²⁷ *Ibidem*, p. 298.

« accords » conclus avec eux et les avait renvoyés sans aménité, ce qui les poussa à comploter pour le faire assassiner le 16 janvier 2001.

Peu avant cet attentat, le président ougandais Yoweri K. Museveni avait déclaré dans une interview à la BBC : « si nous l'avons porté de Kampala à Kinshasa après avoir chassé Mobutu qui était plus fort, nous serons aussi capables de refaire l'opération ».

De fait, le tombeur de Mobutu qui était un disciple de Patrice-Emery Lumumba effet n'avait pas un ADN compatible avec une compromission avec les capitalistes occidentaux et leurs supplétifs en Afrique. Il n'avait signé des accords que pour les besoins de la cause qui consistait à se doter d'une force capable de faire partir le régime du président Mobutu. Ni naïf, ni aveugle, il ne croyait pas que le Congo pourrait se développer et émerger grâce aux occidentaux qui avaient cornaqué la deuxième République de Mobutu et comptait utiliser l'intelligence nationale en vue de transformer les richesses du Congo. Cet extrait de son message aux Congolais de Libreville peu avant son assassinat révèle assez clairement son état d'esprit relativement à la coopération extérieure de son pays :

« Je suis un soldat du peuple, et je ferai mon devoir jusqu'à mon dernier jour. Je veux que mon pays soit totalement libre. Nous nous sommes engagés dans un programme de reconstruction et cela a porté des fruits. Et tout cela sans assistance extérieure, parce que les habitudes politiques en Afrique, c'est qu'on doit attendre de l'aide des Etats-Unis, de la France, de l'Union européenne, de la Banque Mondiale, de ceux-ci, de ceux-là... Avec l'arrivée du gouvernement de salut public, nous voulons transformer nos richesses, notre monde, l'environnement économique, social, culturel avec l'argent de notre pays. Les experts de la Banque Mondiale, viennent avec des plans qu'ils ont toujours présentés pendant des années du régime de l'autre, et toujours le même plan. La Banque Mondiale est venue avec le même plan moi j'ai dit NON, nous avons notre plan à nous ».²⁸

Une façon de dire qu'il n'avait guère d'atomes crochus avec la Banque Mondiale, une institution utilisée à son avis par les pays capitalistes en vue de

²⁸ *Ibidem*, p. 304.

promouvoir la coopération Nord-Sud conformément aux préceptes libéraux des pays capitalistes, n'était pas.

Le président Laurent-Désiré Kabila tenait mordicus à l'indépendance de son gouvernement et à des relations de réciprocité mutuellement profitables, ce qui n'est pas le fort des Etats-Unis. Il n'y avait pas d'harmonie d'intérêts dans la coopération américano-congolaise, mais plutôt un conflit d'intérêts et le président congolais en avait conscience : « Le malheur est qu'un grand pays comme les Etats-Unis n'a pas pu condamner ouvertement l'agression du Rwanda et de l'Ouganda contre le Congo, la violation de nos frontières, de la souveraineté de notre pays. Alors, nous ne sommes pas d'accord avec eux, ce n'est pas le gouvernement congolais qui est contre les Etats-Unis, ce sont les Etats-Unis qui sont contre le peuple congolais, parce qu'ils prétendent être le pays le plus grand et le plus fort du monde ».

II. 4. La coopération américano-congolaise sous Joseph Kabila

Laurent D. Kabila est mort le 16 Janvier 2001. Le 16 du même mois, son fils Joseph Kabila qui venait de lui succéder se rendait aux Etats-Unis d'Amérique pour rencontrer les officiels américains pour parler de la guerre au Congo. A l'étape de New York il avait déclaré qu'il était « prêt à entamer un dialogue avec nos adversaires tant politiques que militaires que j'exhorte à répondre à mon appel ». Tous les officiels que le jeune quatrième chef d'Etat RD congolais (il avait 29 ans) avait rencontrés lors de ce voyage étaient optimistes quant aux perspectives de voir la paix se rétablir au Congo. James Cunningham, la chargée d'affaires américaine aux Nations-Unies déclara que « le Rwanda et l'Ouganda devaient dorénavant présenter des mesures crédibles et concrètes qui démontrent leur volonté de paix, notamment, le retrait de leurs troupes et le respect de la Souveraineté territoriale de la RDC ». C'était le début du processus qui conduira à la tenue du Dialogue Inter Congolais en Afrique du Sud qui débutera le 4 octobre 2001. L'ambassade des Etats-Unis à Kinshasa annonça que Washington avait octroyé 500.000 USD pour l'organisation du Forum dont l'ancien président du Botswana Ketumile Masire, était chargé de la facilitation.

Plusieurs enjeux se télescopaient dans ce Dialogue Inter Congolais. L'implication des puissances occidentales, en particulier les Européens et les Etats-Unis d'Amérique était trop flagrante. Le forum avait perdu son caractère national d'autant plus qu'il se tenait en terre étrangère (Afrique du Sud). La plupart des influenceurs extérieurs orientaient les choses dans le sens d'imposer des options fédérales et néolibérales aux institutions qui en résulteraient.

Après plusieurs mois de palabres, un accord fut conclu entre les participants. Il était spécial car pour la première fois au Congo et même en Afrique, un président de la République allait partager le pouvoir avec quatre vice-présidents issus de forces politiques rivales.

L'activiste altermondialiste belge Ludo Martens cite John Prendergast et David Smock, deux experts de The United Institute of Peace , pour qui « le Dialogue Inter Congolais a été une réalisation formidable dans laquelle les Etats-Unis ont joué un rôle important en coulisse pour soutenir la médiation Africaine »²⁹.

Dans cette perspective, on ne peut que s'attendre à ce que les Américains cherchent à tirer profit de leur engagement. Par ailleurs, la conclusion de l'Accord de Lusaka était intervenue dans une conjoncture internationale quelque peu périlleuse pour les pays occidentaux et notamment les Etats-Unis d'Amérique. En effet, c'est le 11 septembre 2001 que la cuirasse de cette première puissance militaire et stratégique mondiale avait été fendue par une attaque terroriste monstrueuse et inédite sur New York et Washington DC.

Aussitôt, le président George W. Bush fera de la lutte contre le terrorisme, un pilier central de sa politique étrangère. Dans cette conjoncture, il était hors de question de laisser un grand territoire aussi riche que la République Démocratique du Congo entre les mains de bandes rebelles irresponsables devant la communauté internationale. Oussama Ben Laden et ses affidés pouvaient trouver dans la situation chaotique qui prévalait au

²⁹ MARTENS L., *L'accord de Sun city : Avec les congolais mais sans les congolais*, Betras, Kinshasa, 2005, p. 173.

Congo, un terrain propice pour faire prospérer leurs projets déstabilisateurs. D'où, l'intérêt pour les Etats-Unis à restaurer l'ordre dans ce pays de l'Afrique centrale en vue de pouvoir traiter de questions stratégiques avec un seul gouvernement responsable sur tout le territoire.

Mais, il faut signaler que l'administration du président Barack H. Obama a joué également un rôle important dans la coopération avec le gouvernement congolais. C'est en effet le 44^{ème} président américain renormalisé la coopération entre les Etats-Unis et la République Démocratique du Congo. Johny Carson, le Secrétaire d'Etat adjoint chargé des Affaires africaines s'exprimant à l'Université Harvard, a ainsi défini cinq domaines prioritaires dans lesquels Washington entendait conduire la politique américaine vis-à-vis de la République Démocratique du Congo. Il s'agit de renforcement des capacités de l'Etat, y compris la démocratie, l'état de droit et le respect des droits de l'homme ; le progrès économique, y compris une expansion du secteur privé et des efforts pour lutter contre la corruption ; l'amélioration des normes de santé, avec l'engagement à fournir des soins de santé à ses citoyens ; la prévention et la résolution des conflits, y compris ceux dans la région Orientale de la République démocratique du Congo ; et un certain nombre de questions et défis transnationaux ou mondiaux.

Pendant cette période, les effectifs des diplomates et fonctionnaires américains affectés en République Démocratique du Congo est passé de 65 à 100 personnes, soit une augmentation de près de 50%³⁰. L'importance des fonds alloués à l'aide bilatérale américaine a augmenté à un rythme similaire.

Les enveloppes de l'aide américaine versée à la RDC par le biais des mécanismes multilatéraux, soit les programmes américains tels que le PEPFAR, ou par l'intermédiaire d'organisations internationales comme la MONUC/MONUSCO, qui recevait plus de 300 millions USD par an en provenance des Etats-Unis, avaient aussi augmenté considérablement. Le 1^{er} octobre 2008 et le 30 septembre 2009, le gouvernement des Etats-Unis a fourni plus de 900 millions USD en assistance à la RDC, dont près de 400 millions

³⁰ KALUBI L., *Politique étrangère de la RDC*, Edition Betras, Kinshasa, 2018.

d'aide bilatérale, 330 millions de contributions à la MONUC/MONUSCO, et près de 300 millions en appui indirect par le biais de programmes multilatéraux comme la Banque Mondiale, le Fonds mondial pour le SIDA, la tuberculose, le paludisme et plusieurs autres agences onusiennes.

En définitive, il s'avère important de souligner pendant cette période, le gouvernement américain a fortement promu la pénétration des compagnies ou sociétés multinationales et des pays occidentaux en République Démocratique du Congo.

II. 5. Rapports géopolitiques actuels

La géopolitique se situe souvent au-delà de toute rationalité lisible car elle met en jeu des intérêts protéiformes, donc indéfinissables. Cependant, ainsi que le signale le politologue Bob Kabamba, « les conflits ont pour l'essentiel trois sources profondes : la lutte pour le contrôle des ressources, la limite pour le contrôle des espaces géographiques, la lutte pour la domination idéologique, ethnique et/ou nationale »³¹. Ainsi donc, au vingtième siècle, la lutte pour les ressources a été la lutte primordiale, essentielle, plus ou moins camouflée derrière toutes sortes de légitimations idéologiques mettant en exergue la confrontation entre les courants communiste et libéral.

La République Démocratique du Congo est ouverte sur le monde, en raison de son importance géoéconomique, du fait de la présence dans son sous-sol d'immenses ressources minières et de sa position géostratégique. Elle dispose donc de richesses naturelles qui attirent en permanence l'attention et la convoitise de plusieurs puissances dominantes comme les Etats-Unis ou la Chine, en quête du leadership planétaire.

Pour les Etats-Unis, si ce pays était abandonné à lui-même, il n'y a aucun doute qu'une puissance rivale surgirait pour chercher à s'y ravitailler. L'idée derrière cette appréhension est que l'énorme richesse minière du Congo

³¹ KABAMBA B., *La géopolitique de l'Afrique subsaharienne*, éd. ULG, Bruxelles, 2012, p. 20.

est susceptible de conditionner la capacité d'affecter positivement ou négativement la puissance des puissances³².

Dans cette optique, l'incapacité pour la RDC à se mouvoir sur la scène internationale est attribuée à la fois à la qualité de ses dirigeants pas toujours soutenus par les puissances occidentales et à une gestion des affaires inadaptée aux véritables enjeux de la mondialisation.³³

Le cinquième président de la République Démocratique du Congo, Félix-Antoine Tshisekedi, arrivé au pouvoir fin 2018 s'est impliqué avec beaucoup de détermination pour endiguer la porosité des frontières et installer dans le pays les usines de transformation de ses matières premières. Dans son message annuel à la nation devant les deux chambres parlementaires réunies en congrès en novembre 2023, il avait martelé que « rien ne sera décidé sur la RDC sans la RDC ».

Ce message fort de Félix Tshisekedi démontre bien que tout ce qui précède n'a pas mis en place le schéma du *perfect storm*³⁴ pour cette balkanisation du Congo que Patrice-Emery Lumumba le père de l'indépendance congolaise avait dénoncé comme l'objectif de certaines puissances désireuses d'y installer une gestion néocoloniale.

CONCLUSION

Ce qui été dit plus haut illustre à quel point la République Démocratique du Congo est fortement intégrée dans le système international à cause de la présence dans son sous-sol de minerais stratégiques. Paradoxalement, ce pays n'exerce aucune influence politique et économique significative ni sur l'exploitation, ni sur la transformation ou encore la commercialisation de ces ressources.

³² KAMBAYI B. et TSHISHIMBI K., *République démocratique du Congo : de la conférence de Berlin à nos jours*, éd. L'Harmattan, Paris, 2017, p. 78.

³³ ELIKA F., *La géopolitique de l'ennemi et la survie de la RDC*, éd. Société et Liberté, Kinshasa, 2006, p. 47.

³⁴ *Perfect Storm* (littéralement : tempête parfaite) : terme utilisé par les chercheurs américains pour désigner une combinaison de circonstances préparant un événement défavorable.

C'est une situation préoccupante à plus d'un titre car il ne suffit pas pour un pays d'avoir beaucoup de potentialités, encore faut-il que la valorisation de celles-ci se fasse de manière à créer plus de richesses à travers en termes de valeur ajoutée et du bien-être collectif de ses ressortissants, faute de quoi aucun développement n'est possible.

Il est clair que les États-Unis d'Amérique ont influencé depuis de longues années la vie de la RDC, tant sur le plan politique qu'économique. Cette influence qui prend souvent les allures d'une domination impérialiste passe souvent à travers des institutions internationales sur lesquelles le gouvernement américain exerce une prépondérance grâce au poids de ses contributions financières à leur fonctionnement.

Difficile dans ces conditions que l'État congolais puisse faire le jeu égal ou jouir des mêmes avantages avec les États-Unis d'Amérique. De fait, les États-Unis d'Amérique ont ajusté la structure économique de la République Démocratique du Congo à leurs propres besoins en la réduisant à une spécialisation qui la rend simplement complémentaire à la leur.

Cela explique que la République Démocratique du Congo est considérée comme un instrument de sécurisation des intérêts des États-Unis d'Amérique en particulier, au moment où ses ressources naturelles attirent l'attention d'autres puissances dominantes comme le bloc Chine-Russie et alimentent leur puissance.

En définitive, il appartient aux autorités de la République Démocratique du Congo de mettre fin à cet antagonisme d'intérêts divergents de grandes puissances et de savoir transformer les convoitises étrangères en opportunités de développement pour leur pays dans un monde de plus en plus marqué par une rude compétitivité.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BARREA J., *Théories des relations internationales de l'idéalisme à la grande stratégie*, Namur, Erasme, 2002.
- BOYER R. et ORLEAN A., *Comment émerge la coopération ? Quels enseignements des enjeux évolutionnistes*, PUF, Paris, 1997.
- COMPAGNIE P., *Les Etats-Unis dans le monde Arabo-musulman*, Odile Jacob, Paris, 2006.
- CORNEVIN R., *Histoire du Zaïre des origines à nos jours*, Hachez, Bruxelles, 1989.
- EKAMBO J. C., *Histoire du Congo dans la presse : Des origines à l'indépendance*, L'Harmattan, Paris, 2013.
- ELIKA F., *La géopolitique de l'ennemi et la survie de la RDC*, éd. Société et Liberté, Kinshasa, 2006.
- ERASME, *œuvres choisies*, Paris, poche, 1991.
- GEORGES M., *La coopération entre le Congo et les pays capitalistes : un dilemme pour les présidents congolais 1908-2008*, L'Harmattan, Paris, 2010.
- KABAMBA B., *La géopolitique de l'Afrique subsaharienne*, éd. ULG, Bruxelles, 2012.
- KALUBI L., *Politique étrangère de la RDC*, Edition Betras, Kinshasa, 2018.
- KAMBAYI B. et TSHISHIMBI K., *République démocratique du Congo : de la conférence de Berlin à nos jours*, éd. L'Harmattan, Paris, 2017.
- LUNKAMBA S., *Sociétés multinationales*, Notes de Cours inédites, UPN, Kinshasa, 2023.
- MAKOLY D., *La mondialisation : l'apanage des Etats-Unis d'Amérique*, Actualité, Toulouse, 2005.
- MARTENS L., *L'accord de Sun city : Avec les congolais mais sans les congolais*, Betras, Kinshasa, 2005.

MENDE, OMALANGA L., *Aspects comminatoires des relations belgo-congolaises, paradoxe entre l'utopie de puissance et une fragilité assumée*, Éditions IRGES, Kinshasa-Genève, 2021.

NGOIE E., *Politique étrangère des grandes puissances*. Éditions Lapidus, Kinshasa, 2021.

NYS E., *L'Etat indépendant du Congo en droit international*, Castagne, Bruxelles, 1903.